

Déclaration du SNUipp FSU 95 à la CAPD du 13 mars 2012



Mr le Directeur Académique, mesdames, messieurs

Suppressions de postes, mesures contestées, notre école en quelques années a été asphyxiée et déstabilisée. Les conditions de travail et d'apprentissage n'ont eu de cesse de se dégrader. Les droits sociaux de ses personnels ont été largement attaqués. Il est temps de changer la donne. À la veille d'échéances électorales majeures, le SNUipp-FSU entend que l'école soit au centre du débat public.

L'école peut compter sur la confiance des parents et l'engagement des enseignants à faire réussir leurs élèves. Il s'agit là d'atouts majeurs. D'ailleurs, les mobilisations pour l'école, souvent initiées dans une large unité par le SNUipp-FSU, ont finalement imposé l'éducation et notamment le primaire comme un enjeu prioritaire pour les années à venir.

Il faut maintenant un débat de qualité sur l'avenir de l'école, sans démagogie ni caricature, mais avec sérieux et intelligence. Il s'agit de faire avancer l'école sans nier la complexité de certaines questions éducatives ni la notion de temps si importante en éducation. À la veille d'échéances électorales importantes, le SNUipp-FSU, premier syndicat des enseignants des écoles, fait des propositions concrètes pour changer l'orientation de notre système éducatif.

Aujourd'hui, la Commission Paritaire Administrative va examiner l'avancement à la Hors Classe.

La question du pouvoir d'achat est de plus en plus présente chez nos collègues. Toutes les études le montrent, les salaires des enseignants français sont bien loin des standards de nos homologues européens. Un rapport de la commission européenne, publié fin février, l'affirme encore. En dix ans, seuls les salaires statutaires en prix constant des enseignants français et grecs n'ont pas progressé en Europe. Cette situation est encore aggravée du fait de la hausse des cotisations sociales en France. Une nouvelle étude qui vient confirmer l'urgence d'une véritable négociation sur la reconnaissance de tous les enseignants.

Indice gelé, frais de déplacement réduits à la portion congrue, déroulement de carrière ralenti, les enseignants ne cessent de prendre des « coûts ». À cela s'ajoutent l'introduction d'un jour de carence qui va amputer le salaire des enseignants et le projet de réforme de l'évaluation qui vise à aligner les carrières par le bas.

Alors que les enseignants français sont déjà les parents pauvres des pays de l'OCDE, il est urgent que l'État reconnaisse leur engagement et leur valeur professionnelle, notamment par une réelle politique salariale.

Dans cette optique, le SNUipp FSU revendique l'accès de tous à l'indice 783, au rythme d'avancement le plus rapide, dans le cadre d'une classe unique. Il demande le recyclage du corps par la transformation de la hors classe en échelons accessibles à tous.

L'an dernier, seuls 85 collègues ont été promus sur les 4275 promouvables. Le ministère s'obstine à maintenir le contingent d'accès à la hors classe à 2% alors que les textes prévoient pourtant qu'il pourrait être de 15% : c'est inacceptable !

Les résultats des permutations, publiés hier, sont également à l'ordre du jour de cette commission.

Pour la deuxième année consécutive, les possibilités de changer de département sont particulièrement réduites. De nombreux collègues vont se retrouver dans des situations personnelles et professionnelles difficiles.

Dans notre département, seulement 105 collègues sur 666 ont obtenu leur mutation. Un taux de satisfaction de 15,8% (taux déjà très faible l'an dernier avec 19,6 %).

Jamais, il n'a été si difficile de changer de département. Le ministère avait pourtant annoncé, il y a quelques années, que la mobilité serait favorisée, que la grande majorité des demandeurs aurait satisfaction.

Le ministère s'est évertué depuis 2007 à modifier les règles sans aucune réelle concertation avec les représentants du personnel. Dans le même temps, les suppressions massives de postes conduisent à une limitation forcée des possibilités d'échange entre départements.

Ainsi aux difficultés croissantes de l'exercice du métier en raison des multiples réformes mettant à mal le service public d'éducation (milliers de suppressions de postes, dégradation de la formation...), au blocage des rémunérations, vient s'ajouter la très forte limitation des possibilités de mobilité.

De nombreux collègues se verront contraints de choisir entre leur vie professionnelle et leur vie familiale. Beaucoup d'entre eux font leur demande pour suivre leur conjoint suite à une mutation professionnelle.

Il est urgent de revoir les règles et de stopper les suppressions de postes qui notamment paralysent les mutations des enseignants.

Dans l'immédiat, le SNUipp-FSU exige que tout soit fait pour favoriser les Exeat-Ineat en juin.

L'asphyxie de l'école et de ses personnels, ça suffit !

Après le 31 janvier, temps fort de la mobilisation pour l'École, enseignants et parents continuent de se mobiliser contre les 5 700 suppressions de postes prévues à la rentrée prochaine et la destruction programmée des RASED. Il ne se passe pas un jour sans qu'ici on se rassemble devant une Inspection académique, là on organise une réunion publique, là encore qu'une grève soit décidée pour contester les décisions de carte scolaire. Aujourd'hui encore, on se mobilise pour l'École et à l'échelle du pays, ce sont des dizaines de milliers d'enseignants et de parents qui veulent imposer d'autres choix.

Le SNUipp-FSU continue d'exiger l'annulation des mesures de suppressions de postes et de demander une politique ambitieuse pour l'école et ses personnels.